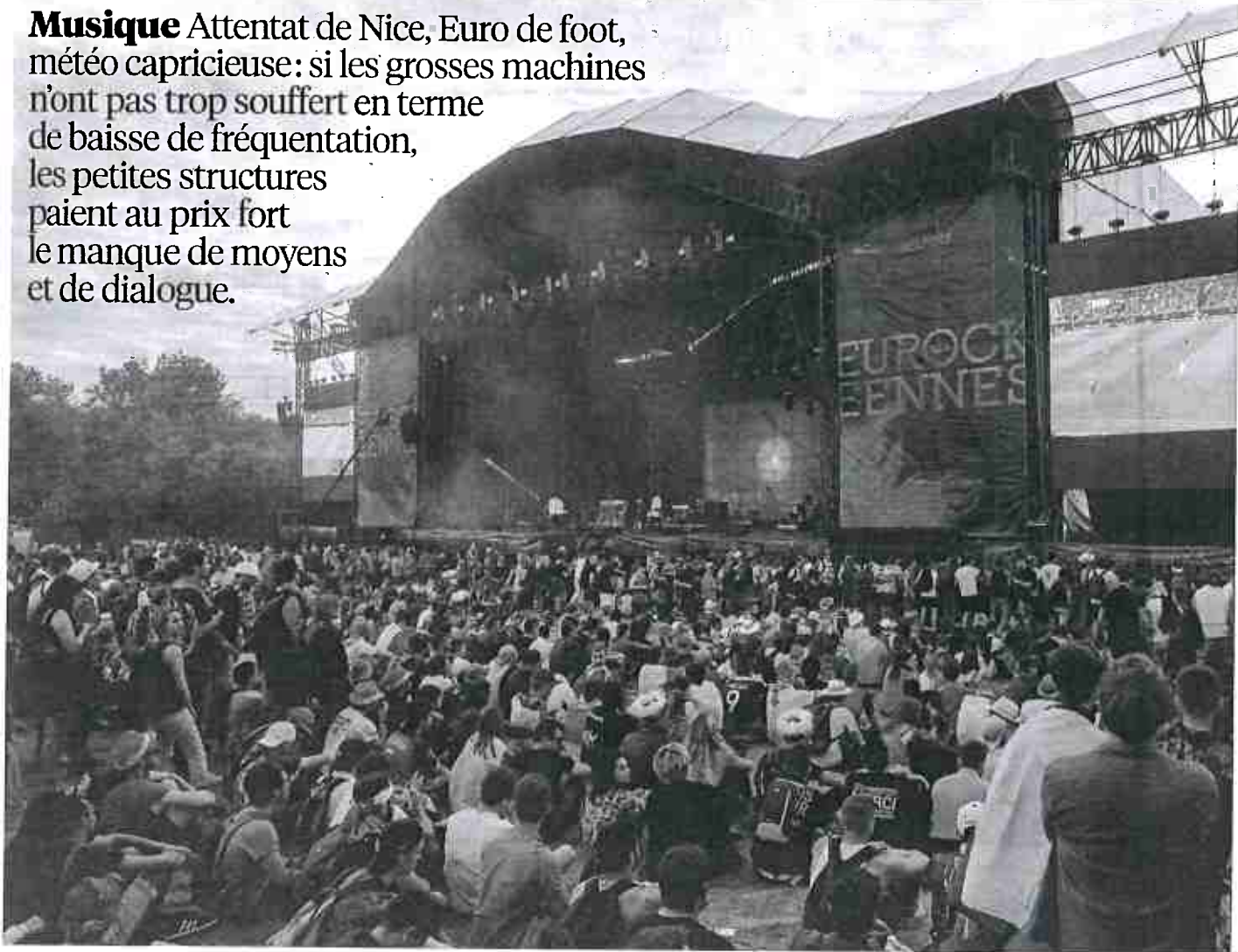


**Musique** Attentat de Nice, Euro de foot, météo capricieuse: si les grosses machines n'ont pas trop souffert en terme de baisse de fréquentation, les petites structures paient au prix fort le manque de moyens et de dialogue.



# Les festivals ont chanté tout l'été

Par  
**FRÉDÉRIQUE ROUSSEL**

**L'**été aurait été faste pour les festivals. «*Il y a eu une fréquentation exceptionnelle des festivals. Les Français étaient au rendez-vous, ils étaient là*», s'est réjouie Audrey Azoulay, la ministre de la Culture, mardi dernier sur France Info. Un triomphalisme au parfum de communication. Peu de manifestations ont, il est vrai, été annulées après l'attentat de Nice, ou alors majoritairement des feux d'artifice. «*On fera un état des lieux en septembre, la Chaise-Dieu [festival de musique en Haute-Loire, ndr] vient à peine de s'achever, tempère Paul Fournier, président de la Fédération France Festivals, qui en rassemble 70. Mais le bilan ne sera pas lié au contexte oppressant: les gens ont besoin de ces moments-là pour respirer.*» Les chiffres de fréquentation fournis par les festivals de musique – on attend le verdict du gros dernier, Rock en Seine, qui se déroulait ce week-end au parc de Saint-Cloud – montrent qu'ils ont généralement fait le plein. Le renforcement des mesures de sécurité n'a pas freiné le public. Dans l'ensemble, Beauregard (près de Caen), Garorock (à Marmande) et Pa-

pillons de nuit (à Saint-Laurent-de-Cuves, dans la Manche) ont eu une belle saison. Les Vieilles Charrues disent avoir battu leur record avec 278 000 entrées en quatre jours à Carhaix (Finistère), au lendemain de l'attentat de Nice. Les Francofolies de La Rochelle (Charente-Maritime) et les Eurockéennes de Belfort ont affiché quasi complet, avec une programmation blockbuster: Mika, Maître Gims, Nekfeu, les Insus et Louise Attaque pour le premier, Louise Attaque et les Insus pour le second... Jazz in Marciac a conclu sur un excellent cru avec plus de 45 000 spectateurs.

## SUCCÈS DE BILLETTERIE ET BUDGET TENDU

Mais pour d'autres, le bilan se révèle plus mitigé. La faute à qui? Au mauvais temps, le pire ennemi des salles en plein air, mais aussi à l'Euro de foot... Les Nuits de Fourvière, à Lyon, du 2 juin au 31 juillet, ont eu moins de spectateurs (136 000) qu'en 2014 (142 000) et 2015 (191 000). Raison invoquée: une météo désastreuse les trois premières semaines de juin et une dizaine de matchs à Lyon ou Saint-Etienne. Rio Loco, à Toulouse (90 000 personnes contre 134 000 en 2015), a cu- ●●●

# CULTURE/

Le 3 juillet aux Eurockéennes de Belfort. Au programme sur la Grande Scène: Nekfeu, Tame Impala, ZZ Top... et le quart de finale France-Islande. PHOTO SÉBASTIEN BOZON/AFP

## «C'est important de parier sur des groupes émergents»

**Emmanuel Négrier, de l'université Montpellier-I, dresse un bilan contrasté des rendez-vous musicaux de l'été en France.**

Observateur attentif de l'écosystème des festivals, Emmanuel Négrier, directeur de recherche CNRS en science politique au Centre d'études politiques de l'Europe latine (Cepel) à l'université de Montpellier-I, livre une analyse de la saison qui s'achève. **Quel bilan tirer des festivals d'été ?** Il est contrasté. Des festivals ont crevé le plafond des audiences: les Eurockéennes, les Vieilles Charrues – et même Garorock. Cela donne à penser qu'on est dans un domaine anthropologique qui n'est pas influencé par le contexte social. On pourrait presque dire que les passions joyeuses l'ont emporté sur les passions tristes. Mais certains festivals peuvent afficher des scores médiocres sans que cela soit lié aux attentats, au contexte morose et sécuritaire. En 2010, les Eurockéennes avaient marqué le pas, en raison d'un problème de programmation. La loi la plus importante, c'est la programmation et la mayonnaise qui prend ou pas.

**Peut-on voir par endroits un effet Euro ?**

Je veux bien que les publics de la culture soient éclectiques, mais je n'y crois pas beaucoup. L'Euro est une excuse liée à une vision de la concurrence entre événements. Cela m'agace que tout ça soit mis dans une vaste industrie événementielle indifférenciée. Il n'y a pas de rencontre frontale entre les manifestations. C'est mépriser le rapport à la culture.

**N'est-ce pas grâce aux têtes d'affiches que les gros font le plein ?**

Quand Garorock, à Marmande, ouvre avec Muse, c'est clair... On est toujours sur le fil du rasoir. Le public se renouvelle tellement, entre 20 et 40 % chaque année. Du coup, l'incertitude est plus vive. Alors, on met le paquet sur les têtes d'affiche mais qui se paient à prix d'or... Le solde avec la billetterie est souvent défavorable et il faut avoir d'autres sources de financement, comme le merchandising, les subventions, le sponsoring et le mécénat. Aujourd'hui, les surcoûts liés à la sécurité et à une relative stabilité des subventions ne sont pas compensés par la billetterie.

**Quel est le modèle le plus performant ?**

Il faut faire attention au piège de la tête d'affiche et mutualiser l'achat des artistes. A partir d'un certain niveau de notoriété, il y a une confiance des festivaliers dans la programmation. Les gens sont

encore plus contents de découvrir des groupes qu'ils ne connaissent pas. C'est important de parier sur des groupes émergents plutôt que de ne miser que sur des locomotives. Par exemple, les Tranes cévenoles, dans le Gard, ont décidé, plutôt que d'investir énormément

dans la billetterie, la sécurité et les têtes d'affiches, qu'elles deviendraient un espace de gratuité où l'on peut trouver des pépites de demain...

**La réforme territoriale a-t-elle une incidence sur la santé financière des festivals ?**

De manière indirecte. La loi NOTRe a supprimé des clauses de compétence générale pour la région et le département, mais pas la culture. Donc, un conseil régional ou un département qui dit: «Je ne peux plus vous financer», c'est de la mauvaise foi. En revanche, ce n'est pas obligatoire. Les restrictions de

leurs dotations et leurs soucis de désendettement les amènent à en rabattre sur des compétences qui ne sont pas obligatoires. Cela défavorise de fait la culture.

**Quelle est la position de l'Etat vis-à-vis des festivals ?**

La diversité de l'offre est reconnue par les pouvoirs publics. Par le biais du rapport Cohen, on a senti une hésitation de l'Etat à chercher une politique plus concertée. C'est compliqué: imaginez l'angoisse de l'Etat au moment de faire l'évaluation des 4000 festivals en France... Et au nom de quoi? De la rentabilité? De la diversité culturelle? C'est une fourmière et il n'y a pas de travail global d'observation. Dans la mesure où les fonds du ministère de la Culture ne vont pas augmenter, c'est plus difficile pour l'Etat que pour les régions.

**Quelles sont les tendances des festivals actuellement ?**

On assiste à une féminisation des publics, phénomène observé dans tous les genres de musique mais qui vient de gagner le rock, qui était une des dernières chasses gardées masculines. En 2014, on a ainsi constaté que Garorock et les Eurockéennes avaient attiré plus de filles.

Recueilli par F. RI

●●● mulé l'annulation du concert des Chieftains, la pluie et l'Euro. Même constat pour Jazz à Vienne (dans l'Isère, du 28 juin au 15 juillet) qui revendique un bon score mais déplore une baisse de régime du off à cause de l'Euro.

L'effet football a donc douché un peu le remplissage. Au festival de Poupet, en Vendée, le soir de la finale France-Portugal, Louane a demandé d'avancer l'heure de son concert, de 21 heures à 19 heures. «Tout le monde a pu regarder le match sur grand écran», relate Jean-Marie Poirier, son vice-président. Si ce rendez-vous tout juste trentenaire a battu un record avec 82 000 entrées payantes (116 000 festivaliers), c'est qu'il avait mis le paquet: les Insus et In-dochine, qui ont attiré respectivement 30 000 et 16 000 aficionados. «Il y a deux ans, c'est Stromae qui avait dopé la fréquentation des festivals où il était programmé. Muse rameute encore davantage, mais nous, on ne peut pas se les payer», souligne Jean-Marie Poirier. Paradoxalement, le succès de la billetterie n'empêche pas d'avoir un budget tendu. «Cela montre la fragilité du système: une date annulée, le contexte, les cachets qui ont flambé ces dernières années, une offre importante en ma-

tière de festival... Quand ça gagne, on gagne un petit peu. Quand on perd, on perd énormément.» Le budget sécurité du festival de Poupet a été cette année multiplié par deux fois et demie, avec plus d'agents spécialisés.

### «FIDÉLISER LE PUBLIC PAR LA PRATIQUE DE LA MUSIQUE»

«Les grosses machines s'en tirent bien, constate Paul Fournier. Mais certains festivals de taille moyenne ou petite, entre 10 000 et 6 000 spectateurs, rencontrent des difficultés.»

### ENQUÊTE

Labeaume en musiques (Ardèche), qui conjugue la richesse naturelle d'un site avec la musique classique, a fêté ses 20 ans. Avec 5 500 spectateurs payants, la fréquentation est équivalente aux précédentes éditions. «Certaines propositions, comme le duo Eduardo Egüez et Barbara Kusa, ne drainent pas les foules, explique Philippe Piroud, son fondateur et directeur. Mais j'ai envie de faire découvrir des musiques baroques, même si je prendrais moins de risque avec les Quatre Saisons de Vivaldi ou le Messie de Haendel. On ne peut pas parier que sur les entrées, sinon on dénature la manifestation.» Il s'avoue inquiet de l'évolution des financements des collectivités locales du fait

de la décentralisation croissante des compétences. C'est ce qui a découragé l'artiste Julian Boutin. Le fondateur des Nuits d'été, festival savoyard itinérant, a dû faire face à une baisse de subvention de 40 % en deux ans. Il incrimine la loi NOTRe (lire l'interview ci-dessus) qui s'annonçait comme la troisième génération de la décentralisation et qui «apporte plus de confusion, faute de contenu artistique». L'intercommunalité, 24 000 habitants, a préféré redistribuer plus largement l'enveloppe départementale. Pourtant, Nuits d'été, créé en 2000, remplit à 98 %, même pour l'intégrale de Bartók. «C'est le résultat d'une action culturelle de territoire tout au long de l'année, par la pratique de la musique, qui permet une fidélisation du public, poursuit Julian Boutin. Mais les élus de la culture veulent dissocier diffusion et action culturelle alors qu'on est en urgence absolue.» Il a fallu licencier le seul permanent à la fin du festival, il y a huit jours.

«Je ne pense pas que la loi NOTRe, qui énonce que la culture est une compétence partagée et donc préservée, ait davantage fragilisé les festivals, défend Paul Fournier de France Festivals. Elle met les collectivités locales, déjà confrontées à la baisse des dotations de l'Etat, au

pied du mur.» Le nombre de festivals aidés par l'Etat, qui n'a pas de politique établie dans le domaine, est passé de 342 à 175 de 2004 à 2014. France Festivals a commencé un travail de fond pour dialoguer avec les fédérations d'élus. «A nous de convaincre les collectivités locales de s'engager.»

Une vision concertée des politiques culturelles à mener via les festivals: c'est aussi la proposition du rapport Cohen, commandé après la «Cartocrise» qui pointait une hécatombe des festivals. «Plus de festivals se créent qu'il n'en meure, 92 festivals ont disparu en 2015 pour 109 créés», précise Pierre Cohen, ex-maire de Toulouse, dont le rapport remis en juillet appelle à «un travail collectif de co-construction qui permette de renforcer leur légitimité» et leur assise. Pour ne pas donner le sentiment aux organisateurs de marcher sur un fil tendu chaque année. C'est ce que résume parfaitement François Missonnier, fondateur de Rock en Seine, interviewé par Sourdoreille site spécialisé en musique: «L'économie des festivals est assez paradoxale en ce moment. Il n'y a jamais eu autant de festivals et ils connaissent un succès très fort. Et pour autant, il y a une fragilité économique assez dingue.»